

**Assemblée générale**

Distr. générale
8 octobre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Points 90 et 97 de l'ordre du jour

**Création d'une zone exempte d'armes nucléaires
dans la région du Moyen-Orient****Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient****Création d'une zone exempte d'armes nucléaires
dans la région du Moyen-Orient****Rapport du Secrétaire général**

Additif*

Table des matières

	<i>Page</i>
III. Réponses reçues des gouvernements	2
Israël	2

* Les informations figurant dans le présent additif ont été reçues après la présentation du rapport principal.



III. Réponses reçues des gouvernements

Israël

[Original : anglais]
[24 septembre 2012]

Ces dernières années, Israël a cherché à poser les fondations de la paix dans la région, sur la base d'une réconciliation historique qui serait l'expression des notions de compromis, de confiance et de respect mutuels, d'ouverture des frontières et de bon voisinage. Les traités de paix bilatéraux signés avec l'Égypte et la Jordanie jetaient les bases de la coexistence entre Israël et ses voisins. Israël espère toujours que des traités de paix seront conclus avec les Palestiniens et avec d'autres pays voisins dans la région. En outre, après la Conférence de Madrid en 1991, Israël a consenti un gros effort pour contribuer au succès des pourparlers sur la limitation des armements et la sécurité régionale dans le cadre des négociations multilatérales sur le processus de paix. Ces pourparlers constituaient le cadre approprié pour promouvoir la confiance et examiner les questions et problèmes de sécurité régionale. Malheureusement, au lieu de devenir une tribune importante de dialogue régional, ces pourparlers ont été interrompus par d'autres parties dans la région.

À l'heure actuelle, il n'existe pas de dialogue régional au Moyen-Orient ni de mécanisme pour mettre en place des mesures de confiance entre les pays de la région. Engager un processus pouvant déboucher sur des mesures modestes de limitation des armements et, à terme, sur la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de vecteurs est donc une opération extrêmement complexe qui soulève de nombreux problèmes d'ordre pratique résultant de l'instabilité chronique du Moyen-Orient et de l'absence de paix dans l'ensemble de la région. Il convient également de noter qu'il n'existe pas de précédent pour la création d'une telle zone exempte de toutes les armes de destruction massive dans d'autres régions moins troublées du monde.

Malgré l'absence de progrès tant au niveau régional qu'à l'échelon mondial, Israël attache une grande importance à la non-prolifération nucléaire et a déployé d'immenses efforts ces dernières années pour se conformer aux normes mondiales de non-prolifération, notamment dans le domaine des contrôles à l'exportation et du renforcement de la coopération concernant la mise en œuvre des divers régimes applicables aux fournisseurs.

Ces efforts constituent un élément important de l'action générale visant à améliorer le climat sécuritaire dans la région. C'est dans cet esprit qu'Israël a signé la Convention sur les armes chimiques en 1993, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en 1996 et la Convention sur les armes inhumaines en 1995. En outre, Israël a adopté en 2004 un décret sur les exportations et les importations (contrôle des exportations de produits chimiques, biologiques et nucléaires). Ce décret interdit les exportations d'équipements, de technologies et de services créés au titre des programmes relatifs aux armes de destruction massive et met en place un système de contrôle des articles à double usage dans les domaines nucléaire, chimique et biologique. La liste des articles soumis à un contrôle est tirée des listes constituées par le Groupe de l'Australie et le Groupe des fournisseurs nucléaires. En adoptant ce décret, Israël met en œuvre sa politique de respect des régimes de contrôle de ces exportations. La législation sur le contrôle des exportations de

missiles et matières connexes reflète l'adhésion d'Israël au régime de contrôle de la technologie des missiles, qui a été intégré dans la loi relative au contrôle des exportations d'armes de 2008 et dans les textes d'application s'y rapportant. Israël s'est félicité de l'adoption de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité et de la reconduction du mandat du Comité créé par cette résolution dans la résolution 1977 (2011).

La situation préoccupante au Moyen-Orient exige que soit adoptée une approche progressive compte dûment tenu de l'objectif ultime, qui est d'instaurer des relations pacifiques et la réconciliation entre tous les États de la région. Comme l'a démontré l'expérience d'autres régions où a été créée une zone exempte d'armes nucléaires, ce processus est, de par son essence même, progressif. Il ne peut être raisonnablement engagé qu'avec des mesures modestes de confiance ouvrant la voie à des entreprises plus ambitieuses en faveur de la sécurité commune. Il n'est possible de prendre et de maintenir des mesures efficaces de contrôle des armements que dans une région où les guerres, les conflits armés, la terreur, l'hostilité politique et l'incitation à la violence ne font pas partie de la vie quotidienne.

Si la résolution 66/25 de l'Assemblée générale relative à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient ne reflète pas entièrement la position d'Israël concernant la complexité du problème nucléaire dans la région, ce pays s'est néanmoins associé au consensus sur les résolutions portant sur cette question pendant près de 30 ans. Israël a des réserves quant au fond portant sur certains éléments de la résolution, en particulier les modalités prévues pour en atteindre les objectifs. Il a agi ainsi car il est convaincu qu'au lieu de mettre l'accent sur les divergences, il est essentiel d'instaurer la confiance et de créer une vision commune pour tous les États du Moyen-Orient. Pour promouvoir cette vision, il faut tenir compte des circonstances et caractéristiques particulières du Moyen-Orient ainsi que des changements radicaux récemment survenus dans la région. Israël considère que toute résolution relative à la maîtrise des armements, à la sécurité régionale ou à la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient doit être fondée sur un consensus et résulter d'accords librement conclus par les États de la région.

La région du Moyen-Orient incarne et illustre nombre des problèmes de contrôle des armements et de désarmement auxquels doit faire face la communauté internationale. Ce n'est pas un hasard si quatre des cinq violations flagrantes du Traité sur la non-prolifération ont eu lieu au Moyen-Orient – en Iraq sous Saddam Hussein, en Libye, en République arabe syrienne et en République islamique d'Iran – et le cinquième pays, à savoir la République populaire démocratique de Corée a été profondément impliqué dans les activités de prolifération nucléaire au Moyen-Orient. Les activités nucléaires de la République islamique d'Iran et de la République arabe syrienne font constamment l'objet d'enquêtes de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et ces deux pays n'offrent pas leur coopération et font toutes les difficultés possibles à l'AIEA durant ses inspections et enquêtes. La République arabe syrienne n'a toujours pas déclaré le combustible nucléaire destiné au réacteur nucléaire construit par la République populaire démocratique de Corée sur le site de Deir al Zour, et l'endroit où ce combustible est stocké demeure un mystère. En outre, nombreux sont ceux qui se souviennent des cas où des armes chimiques ont été utilisées par des États du Moyen-Orient, et les capacités syriennes dans ce domaine demeurent un motif d'extrême préoccupation pour Israël et l'ensemble de la région.

Il est urgent de redoubler d'efforts pour mettre un terme au transfert d'armes de destruction massive et de missiles balistiques à des entités étatiques et non étatiques au Moyen-Orient. Il est également crucial de limiter la propagation des technologies du cycle du combustible nucléaire, en particulier dans les États qui ne s'acquittent pas des obligations internationales qui leur incombent dans ce domaine. Il est tout aussi urgent de prendre des initiatives aux niveaux international, régional et national en vue de promouvoir des contrôles plus stricts sur les exportations de caractère sensible, en particulier vers des pays qui se livrent à des activités de prolifération et vers ceux qui apportent leur soutien au terrorisme.

L'une des plus graves menaces aujourd'hui au Moyen-Orient concerne les politiques et déclarations hostiles de la République islamique d'Iran, les efforts intensifs que fait ce pays pour se procurer des armes nucléaires, et mettre au point des missiles et son rôle actif dans le soutien, l'approvisionnement et la formation d'organisations terroristes. Israël a constamment été la cible de la campagne antisémite haineuse menée par la République islamique d'Iran, notamment les déclarations faites encore récemment par son président demandant l'élimination et la destruction d'Israël. Il est évident que si le programme nucléaire militaire iranien n'est pas interrompu et démantelé, il sera très difficile, sinon impossible, de promouvoir un programme international ou régional visant à renforcer le régime de non-prolifération en vigueur.

Israël partage le souci de la communauté internationale de renforcer la sûreté et la sécurité des matières et installations nucléaires en vue d'en empêcher le commerce illicite. Dans cet esprit, Israël a adhéré à plusieurs conventions et codes de conduite dans le domaine de la sûreté et de la sécurité nucléaires. Il a signé la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et ratifié l'amendement à la Convention. Il a également signé la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et est un membre actif de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire. Il a participé à l'Initiative pour la sûreté des conteneurs, à l'Initiative mégaports (États-Unis d'Amérique), au programme central de la deuxième ligne de la défense et à l'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire tout en soutenant activement l'Initiative de sécurité contre la prolifération. Israël a pris part aux sommets sur la sécurité nucléaire, tenus à Washington en 2010, et à Séoul en 2012.

S'agissant du renforcement de la confiance en faveur de la sécurité régionale, Israël a participé de façon constructive au Séminaire convoqué à Bruxelles en juillet 2011 par l'Union européenne en vue de renforcer la confiance et d'appuyer un processus visant à créer une zone exempte d'armes de destruction massive et de vecteurs au Moyen-Orient. Israël a également participé en novembre 2011 au Forum du Directeur général, au cours duquel les participants du Moyen-Orient et d'autres parties intéressées ont pu tirer des enseignements de l'expérience d'autres régions présentant une utilité pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires, y compris dans le domaine du renforcement de la confiance.

Israël a de tout temps adopté une approche et une politique pragmatiques et réalistes à l'égard de la sécurité régionale et du contrôle des armements, convaincu que tous les problèmes de sécurité des membres de la région doivent être pris en compte et abordés dans un contexte régional. Les conditions indispensables à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de vecteurs qui soit mutuellement vérifiable, sont, entre autres, l'instauration d'une

paix globale et durable entre les parties de la région et le strict respect par tous les États de la région de leurs obligations en matière de contrôle des armements et de non-prolifération. L'expérience internationale a montré qu'une telle zone ne peut voir le jour que si elle trouve ses racines dans la région concernée dans le cadre de négociations directes entre les États de cette région. La région du Moyen-Orient ne fait pas exception à cette règle. Aucun vote majoritaire ni résolution partisane dans les instances internationales ne saurait se substituer à un vaste dialogue et à une coopération à l'échelon régional. Comme l'a déclaré la communauté internationale, la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive devrait être fondée sur des accords librement conclus entre tous les États de la région dans le contexte d'une paix durable et globale.
